

Le chef des ex-rebelles des FNL explique sa disparition dans une cassette audio

RFI, 30 juin 2010 Agathon Rwasa a disparu il y a une semaine. On avait aucune nouvelle. Il en a donné ce mardi 29 juin dans une cassette audio, une dizaine de minutes pendant lesquelles il justifie sa disparition. Pas un mot en revanche sur ses projets ou encore l'endroit où il se trouve actuellement. L'ancien chef rebelle burundais vient de donner signe de vie pour la première fois depuis qu'il s'est évanoui dans la nature, il y a près d'une semaine. Il s'exprime pendant une dizaine de minutes sur une cassette audio authentifiée destinée à ses partisans et à la presse et où il justifie sa disparition. « Ils voulaient encore une fois m'arrêter, je l'ai su, je me suis échappé. S'ils disent qu'ils ne voulaient pas m'arrêter, ils ont fouillé ma maison ? Pourquoi est-ce qu'ils ont envoyé plus de trente-cinq agents des services secrets pour me chercher à Uvira en République démocratique du Congo où ils pensent que je me trouve ? Pourquoi ils m'ont cherché si ardemment dans la province de Bujumbura rural ? » Pas un mot en revanche sur sa cachette, son avenir ou ses projets. Le chef des FNL s'est contenté d'appeler les autres leaders de l'opposition à rester unis. « C'est dans votre intérêt. Le Burundi va trouver le salut », a déclaré Agathon Rwasa. L'autre motif pour expliquer son départ, ce sont les arrestations qui se sont multipliées dans les rangs de l'opposition. Selon les derniers chiffres communiqués ce mardi 29 juin par le président de l'Association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH), Pierre Claver Mbonimpa, au moins 74 militants des partis d'opposition ont été arrêtés arbitrairement depuis une semaine dans une opération qu'il qualifie de « répression politique ». La police assure de son côté que toutes les personnes arrêtées l'ont été dans le cadre de l'enquête sur les attaques à la grenade qui frappent le Burundi depuis plus de deux semaines. Des attaques qui étaient destinées à perturber le scrutin présidentiel de lundi.